

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 DÉCEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 23/577 CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE ET DE TREFONDS SUR LES PARCELLES CADASTREES SECTION C N° 294 ET 484 SISES SUR LA COMMUNE DU REVEST-LES-EAUX QUARTIER TOURRIS ET SUR LES PARCELLES CADASTREES SECTION B N°1624 ET 3919 SISES A LA VALETTE-DU-VAR QUARTIER LA CHABERTE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/577

BUREAU DU 18 DÉCEMBRE 2023

O B J E T : CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE ET DE TREFONDS SUR LES PARCELLES CADASTREES SECTION C N° 294 ET 484 SISES SUR LA COMMUNE DU REVEST-LES-EAUX QUARTIER TOURRIS ET SUR LES PARCELLES CADASTREES SECTION B N°1624 ET 3919 SISES A LA VALETTE-DU-VAR QUARTIER LA CHABERTE

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention portant offre de concours unilatéral pour la réalisation d'un équipement public signée entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la SC DE TOURRIS représentée par M. Norbert GARRASSIN et la SC LES BOUISSES représentée par M GILLET René,

CONSIDERANT que les sociétés LES BOUISSES et DE TOURRIS se sont rapprochées de la Métropole Toulon Provence Méditerranée afin de solliciter l'extension du réseau de distribution d'eau potable et ont proposé l'établissement d'une desserte en eau sur leurs propriétés respectives, pour les besoins domestiques uniquement,

CONSIDERANT que ces sociétés ne disposent pas du réseau de distribution d'eau potable sur leurs parcelles pour alimenter les habitations du château de Tourris, commune du Revest-les-Eaux, la maison du gardien située près de la carrière exploitée par la SC DE TOURRIS,

CONSIDERANT que les travaux d'extension du réseau d'eau potable prévoient la pose d'une conduite d'eau entre le réservoir d'eau des Favières, situé lieudit La Chaberte sur la commune de La Valette-du-Var jusqu'en limite des parcelles cadastrées section C n°0293 et 0298 appartenant à la SC DE TOURRIS, la pose des compteurs positionnés sur le domaine privé en limite du chemin de Tourris, le remplacement du surpresseur afin de tenir compte de l'extension du réseau d'eau potable, la desserte étant limitée jusqu'au parcelles cadastrées section C n°293 et 298,

CONSIDERANT que dans le cadre de ces travaux une partie de la conduite d'eau potable traversera les parcelles privées cadastrées section C n°294 et 484 (situées sur la commune du Revest-les-Eaux) et section B n°1624 et 3919 situées sur la commune de La Valette-du-Var) appartenant à la SC DE TOURRIS,

CONSIDERANT que le passage de cette canalisation nécessite l'établissement d'une servitude de passage et de tréfonds sur les parcelles sises sur la commune du Revest-les-Eaux, quartier Tourris, cadastrées section C n°294 et 484 et sur la commune de La Valette-du-Var, quartier Chaberte, cadastrées section BN n°1624 et 3919, appartenant à la SC DE TOURRIS (fonds servants), d'une longueur totale de 389 ml environ, d'une profondeur de 1,20 m, d'un diamètre de 90 mm et d'une emprise de 4 mètres (2 mètres de part et d'autre de la conduite), au bénéfice du domaine public (fonds dominant),

CONSIDERANT que cette servitude est consentie par la SC DE TOURRIS à l'euro symbolique, non recouvrable,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTITUER à l'euro symbolique non recouvrable une servitude de passage et de tréfonds sur les parcelles sises sur la commune du Revest-les-Eaux, quartier Tourris cadastrées section C n°294 et 484 et sur la commune de La Valette-du-Var, quartier Chaberte, cadastrées section B n°1624 et 3919 appartenant à la SC DE TOURRIS (fonds servants) d'une longueur de 389 ml environ, d'une profondeur de 1,20m, d'un diamètre de 90 mm, d'une emprise de 4 mètres (2 mètres de chaque côté de la canalisation) au bénéfice du domaine public métropolitain (fonds dominant).

ARTICLE 3

DE DIRE que le propriétaire des fonds servants accepte de laisser le libre accès à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, compétente en matière d'eau potable, ainsi qu'aux entreprises mandatées par elle pour réaliser les travaux et intervenir en cas de besoin sur l'emprise de la conduite pour procéder à tous les contrôles nécessaires sur l'état de la conduite et procéder le cas échéant à des travaux sur celle-ci.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte notarié à intervenir correspondant à l'officialisation de la servitude de passage et de tréfonds sur les parcelles privées appartenant à la SC DE TOURRIS cadastrée section C n°294 et 484 et section B n°1624 et 3919 ainsi que tous les documents annexes nécessaires.

ARTICLE 5

DE DÉSIGNER Maître ROQUEBERT, notaire à Ollioules en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à l'officialisation de cette servitude de passage et de tréfonds.

ARTICLE 6

DE DIRE que tous les frais d'actes seront à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 7

DE DIRE que les crédits nécessaires aux frais d'actes sont inscrits au Budget Annexe Eau, opération 40012, chapitre 20, article 2088.

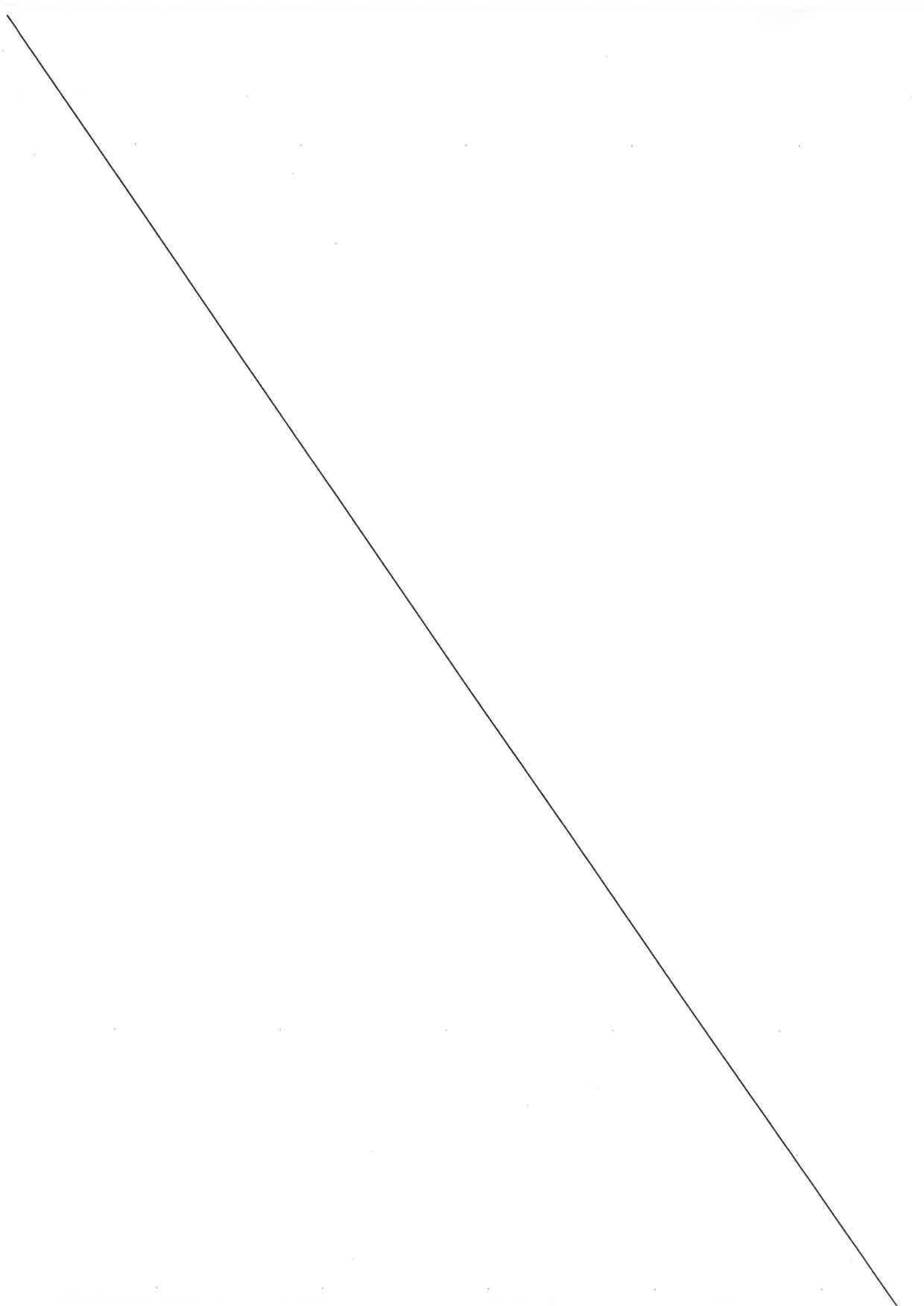
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 décembre 2023

Jean-Pierre MIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION PORTANT OFFRE DE CONCOURS UNILATERAL POUR EQUIPEMENT PUBLIC

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée,

domiciliée 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9,

Représentée par son Président, *Gilles Des-rosiers*, dûment habilité par décision du bureau
Métropolitain N° *21131* en date du *15/05/23*,

ci-après désignée par la « Métropole TPM » ou « TPM »

D'UNE PART

ET :

La SC DE TOURRIS, Société Civile, immatriculée sous le N° 443 963 582 RCS DRAGUIGNAN, au capital de 640 286,00 €, dont le siège social est à BRIGNOLES, C/O SOTEM, ZI LES CONSACS 83170, représentée par son gérant en exercice Monsieur Norbert GARRASSIN.

La SC LES BOUISSES, Société Civile, immatriculée sous le N° 447 971 000 27 RCS PARIS, au capital de 1 782 550, 00 €, dont le siège social est à PARIS 49, Rue PONTTHIEU, 75008, représentée par son gérant en exercice Monsieur René GILLET.

ci-après désignées par les « Sociétés »

D'UNE SECONDE PART

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

Etant préalablement exposé :

Les sociétés LES BOUISSES et DE TOURRIS se sont rapprochées afin de solliciter l'extension du réseau de distribution d'eau potable et proposer l'établissement d'une desserte en eau sur leurs propriétés respectives, pour les besoins domestiques uniquement.

En effet, elles sont respectivement propriétaires de parcelles de terre sur le plateau de TOURRIS, situées partie, sur la commune de LA VALETTE DU VAR et partie, sur la commune du REVEST LES EAUX.

DP

17C

Les soussignées ne disposent d'aucun réseau de distribution d'eau potable sur leurs parcelles, pour alimenter les habitations du CHATEAU DE TOURRIS, Commune du REVEST LES EAUX, la maison de gardien située sur la parcelle B 313, de la carrière exploitée par la SC DE TOURRIS.

L'évaluation des besoins en eau est de 6 m3/h pour le DOMAINE DE TOURRIS et de 8,5 m3/h pour la SC DE TOURRIS.

C'est pourquoi elles déclarent avoir un intérêt à participer à l'extension du réseau public d'eau potable et proposent conjointement une participation financière sous la forme d'une offre de concours acceptée par la Métropole.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- Les modalités de participation financière que les sociétés s'engagent à verser à la Métropole TPM concernant les travaux d'extension du réseau d'eau potable tels que définis à l'article 3 ci-après.
- Les engagements de chacune des parties

ARTICLE 2 – OFFRE DE CONCOURS DES SOCIETES

Le montant total prévisionnel des travaux envisagés est estimé à de 254 000 € HT.

Le montant de l'offre de concours s'élève à la somme de 208 000 € HT, que les sociétés s'engagent à verser à la Métropole, à part égale, en vue du financement de l'extension du réseau de distribution d'eau.

Cette offre de concours est définitive quel que soit le coût effectif final des travaux.

Par coût effectif du projet, les Parties entendent l'ensemble des dépenses nécessaires à sa réalisation, à savoir frais d'études et honoraires de maîtrise d'œuvre, coût des travaux y compris aléas, etc....

Cette somme sera due par les sociétés à l'achèvement des travaux. L'achèvement s'entend par la mise en service de l'équipement de fourniture des débits d'eau figurant au préambule dans la configuration annexée aux présentes et dans les délais visés ci-après.

L'offre de concours n'entraîne aucun droit sur les équipements ni sur les tarifs du fait de la participation des sociétés à l'extension du réseau public.

ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Les travaux sont précisés en annexe selon les devis de la société VEOLIA et de l'entreprise SOGEA, titulaires d'un marché avec la Métropole TPM qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

OPG

NG

Ils consistent dans :

- la pose d'une conduite d'eau entre le réservoir d'eau DES FAVIERES, situé lieudit LA CHABERTE, sur la parcelle B P N° 15, sur la Commune de LA VALETTE DU VAR jusqu'en limite des parcelles C 0293 et C 0298.
- La pose des compteurs positionnés sur domaine privé en limite du chemin de TOURRIS.
- Le remplacement d'un surpresseur afin de tenir compte de cette extension, la desserte étant limitée jusqu'aux deux parcelles C 293 et C 298.

La première partie de la conduite se situera sur une parcelle de la SC DE TOURRIS. (Parcelle B 1624). A ce sujet, la présente convention vaut autorisation de travaux en domaine privé au bénéfice de l'entreprise SOGEA qui interviendra pour la Métropole. Une convention de servitude sera dressée, ultérieurement, par acte authentique entre la METROPOLE et la SC DE TOURRIS.

La conduite et ses équipements seront intégrés au domaine public de la Métropole qui en assurera l'entretien.

Les sociétés conservent à leur charge la réalisation de la partie privée du branchement après compteur. Elles pourront faire intervenir la société de leur choix. Ce point n'entre pas dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 4 – PLANIFICATION DES TRAVAUX

Le planning prévisionnel pour le projet est le suivant :

- Démarrage des travaux : 1^{er} quadrimestre 2023
- Mise en service : juin 2023

ARTICLE 5 – OBLIGATION DES PARTIES

Les sociétés s'engagent à verser les sommes définies à l'article 2.

Ce versement interviendra au plus tard dans les 45 jours après présentation des titres de recette émis par la Métropole à l'échéance.

La Métropole adressera aux sociétés ses demandes de versement de l'offre de concours avec les pièces communicables administratives et financières telles que factures, PV de réception et DOE des travaux réalisés.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la notification et s'achèvera après réception des travaux, mise en service et paiement des sociétés.

A défaut de réalisation des travaux dans un délai de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur de la convention, la présente offre sera considérée comme caduque.

ARTICLE 7 – LITIGES

En cas de conflit résultant des clauses contenues dans la présente convention, les Parties s'efforceront de trouver un règlement à l'amiable. À défaut les contestations seront soumises au Tribunal Administratif de TOULON.

ARTICLE 8 – INTEGRALITE

La présente convention constitue la totalité des accords existants entre les parties. Toute modification substantielle devra faire l'objet d'un avenant écrit.

ARTICLE 9 – PROPRIETE DES EQUIPEMENTS INSTALLES

Les équipements installés sont la propriété de la Métropole TPM qui les affecte à l'usage normal, en assure l'entretien.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Annexe 1 : Plan du secteur

Annexe 2 : Descriptif des travaux et devis

Annexe 3 : Plan des travaux (implantation canalisation)

Les annexes font partie intégrante de la convention

Fait à Toulon le

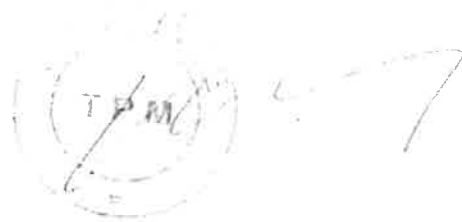
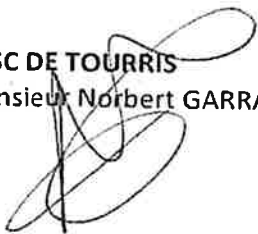
En cinq exemplaires originaux

La SC DES BOUISSES
Monsieur René GILLET

Pour la Métropole TPM

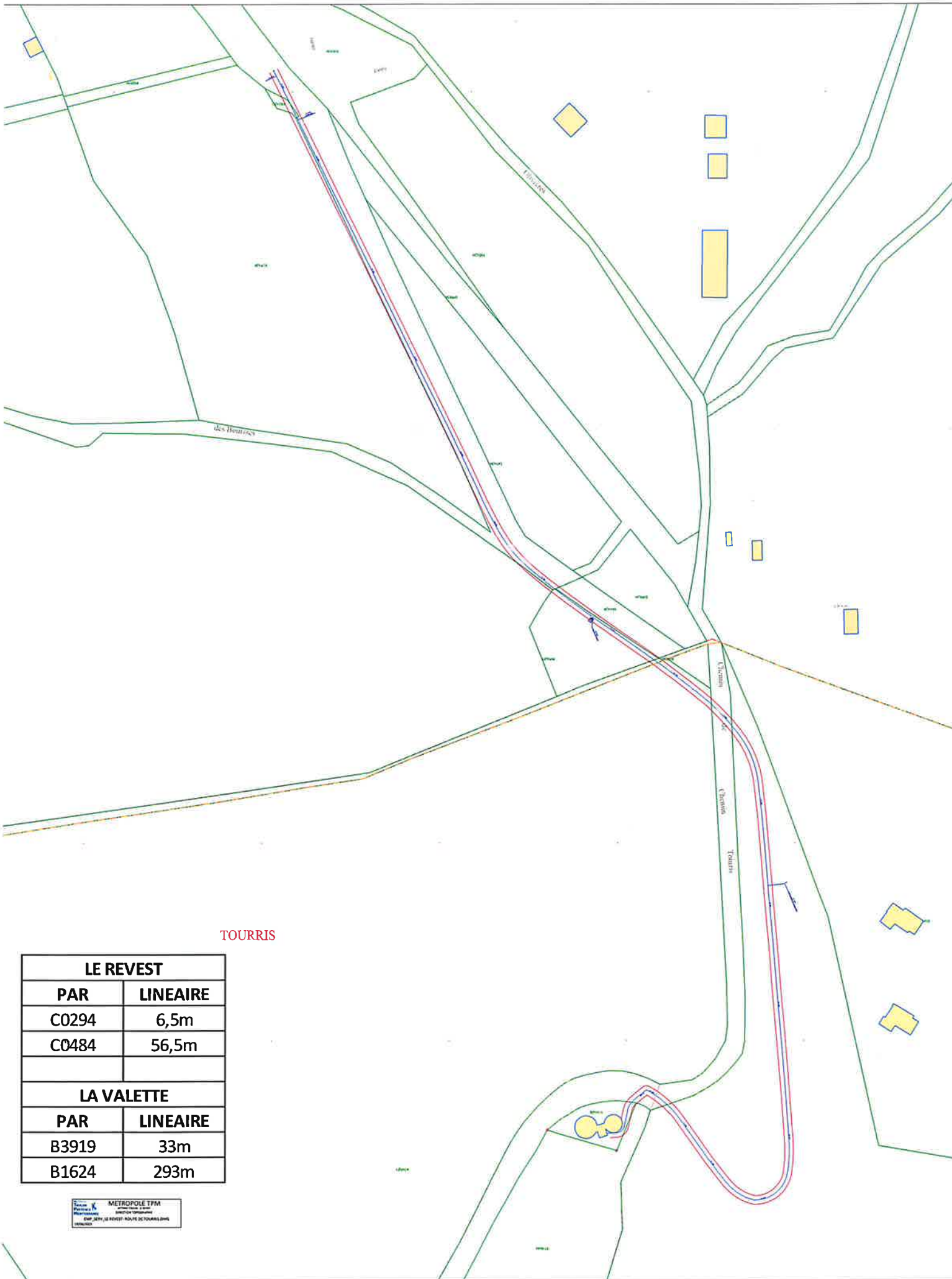
GILAN JEAN-PIERRE

La SC DE TOURRIS
Monsieur Norbert GARRASSIN



JPE

NG



TOURRIS

LE REVEST	
PAR	LINEAIRE
C0294	6,5m
C0484	56,5m
LA VALETTE	
PAR	LINEAIRE
B3919	33m
B1624	293m

